

MAITRE D'OUVRAGE
<p align="center"> Direction Générale des Douanes et Droits indirects (DGDDI) Établissement public administratif « La Masse des douanes » Service central </p>

Résidence "La Cité d'Arès"
Traitement de façades et toitures
Cahier des Clauses Techniques Particulières



**Lot n° 0 PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES COMMUNES À TOUS LES
LOTS**

<p align="center"><u>MAITRISE D'ŒUVRE :</u></p>		<p align="center"> Atelier Moréha 30 Rue Joseph Bonnet 33100 Bordeaux Tel. 05 33 09 59 27 Mail. Atelier@moreha.fr </p>
--------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Date d'édition : 07/02/2023

Sommaire de PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES COMMUNES À TOUS

LES LOTS

o PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES COMMUNES À TOUS LES LOTS 1

o.1 DESCRIPTION DES TRAVAUX	1
o.2 LISTE DE TOUS LES LOTS	1
o.3 PLAN DE MASSE	1
o.4 VISITE DES LIEUX.....	2
o.5 DONNÉES GÉNÉRALES NON LIMITATIVES	2
o.6 SPÉCIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.....	2
0.6.1 Documents EXE à fournir par l'adjudicataire.....	2
0.6.2 Liaisons et coordination avec les autres corps d'état	3
0.6.3 Hygiène, sécurité et conditions de travail.....	3
0.6.3.1 Sécurité des personnes contre les chutes	3
0.6.4 Protections individuelles COVID-19.....	4
0.6.5 Protection et nettoyage des surfaces pendant la durée du chantier.....	4
0.6.6 Échafaudages et protections et Installations techniques nécessaires	4
0.6.7 Tenue des ouvrages	4
0.6.8 Échantillons	5
0.6.9 État de livraison des ouvrages des lots	5
0.6.10 Réception	5
o.7 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR	5
0.7.1 Type de marchés	5
0.7.1.1 Lot traité global et forfaitaire	5
0.7.1.2 Obligation de résultat	5
0.7.1.3 Obligation de moyens	6
0.7.1.4 Contenu des prix	6
0.7.1.5 Définition des unités et mode de métré.....	7
0.7.2 Responsabilité des matériaux mise œuvre	7
0.7.3 Présentation des offres	7
o.8 DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS NON LIMITATIFS	7
0.8.1 Règlement, codes, lois, cahiers et avis applicable aux marchés privés	8
0.8.2 Normes françaises et européennes auxquelles se réfère le cahier des charges.....	8
0.8.3 Lois et textes ministériels	9
0.8.4 Conception - Études d'exécution	9
0.8.5 Réglementation concernant les déchets et les bruits de chantier	9
0.8.6 Contrôles des ouvrages	10

Résidence "La Cité d'Arès"

Traitement de façades et toitures

0.8.7 Responsabilité vis a vis des tiers	10
0.8.8 Réglementations concernant les matériaux et produits	10
0.8.9 Réglementation incendie	11
0.9 CONSISTANCE DES TRAVAUX	11
0.10 INSTALLATION DE CHANTIER	11

o PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES COMMUNES À

TOUS LES LOTS

o.1 DESCRIPTION DES TRAVAUX

Le projet concerne le traitement des façades de la résidence "La Cité d'Arès" à Arès.

Le chantier concerne le bâtiment principal et les annexes incluant un local et un muret situé à l'entrée. Ce muret soutient les boîtes aux lettres et délimite l'espace poubelles.

Les travaux prennent en compte le nettoyage, le décapage, la réparation et la peinture des façades ainsi que des loggias.

o.2 LISTE DE TOUS LES LOTS

Lot 00 : Prescriptions générales communes à tous les lots

Lot 01 : Ravalement de façade

o.3 PLAN DE MASSE



0.4 VISITE DES LIEUX

L'entreprise chargée de chaque lot précisera dans son mémoire si elle a visité les lieux avant de réaliser son chiffrage.

0.5 DONNÉES GÉNÉRALES NON LIMITATIVES

La réalisation des études techniques sera à la charge du lot concerné.:

- Altitude : +/- 1,80 m NGF;
- Zone climatique : H2C ;
- Vent / Pluie : région 2 . Neige : zone A1. Site faible;
- Hypothèses sismiques : zone 2 (bas) ;

Il est fait ici le rappel aux attributaires des présents lots qu'aucun travail d'étanchéité extérieure ne devra être entrepris ou poursuivi lorsqu'il y aura humidification des supports (pluie, etc...) ou quand la température (inférieure à 2 °C) sera susceptible d'influer défavorablement sur les produits, les matériaux ou leur mise en œuvre et qui sont contraires aux règles de pose mentionnées dans le DTU et les Eurocodes qui y sont associés. Le non-respect de cette directive entraînera immédiatement la responsabilité du lot concerné.

0.6 SPÉCIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

QUALIBAT

0.6.1 Documents EXE à fournir par l'adjudicataire

Après la vérification et compléments des plans EXE du Maître d'œuvre les attributaires établiront leur dossier d'exécution suivant les directives ci-dessous :

- Les plans de repérage
- Les fiches techniques et CCPU des matériaux utilisés
- Les fiches techniques définissant les revêtements de surface des métaux et leurs procédures d'application
- La description des techniques particulières, hors normes, mises en œuvre pour respecter le Cahier des Charges.

Ce dossier sera accompagné des échantillons requis. Tous les documents d'exécution des présents lots devront

être établis et avoir été visés par le maître d'œuvre préalablement à l'exécution. Après la signature du présent marché, les entrepreneurs soumettront au Maître d'œuvre pour visa la liste des documents d'exécution et le calendrier de production de ces documents. Ce calendrier sera compatible avec le calendrier d'exécution général des travaux, et tiendra compte des temps d'approbation et des éventuels allers-retours.

0.6.2 Liaisons et coordination avec les autres corps d'état

Préambule

La liaison entre les différentes attributaires concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les attributaires :

- Les présents attributaires des présents lots réclameront au maître d'œuvre (MOE) en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- Les présents attributaires des présents lots se mettront en rapport en temps voulu, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- Les présents attributaires des présents lots devront travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- En effet, tous les attributaires seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

A aucun moment durant le chantier, les attributaires ne pourront se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations les incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

Coordination avant et pendant les travaux

Au cours de la période de préparation, les attributaires des présents lots devront :

- Remettre aux autres attributaires intéressées, toujours par l'intermédiaire du maître d'œuvre, tous les renseignements et éléments nécessaires pour guider lesdites entreprises dans la préparation ou l'exécution des ouvrages pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot.

En complément aux prescriptions des DTU, les attributaires des présents lots seront tenus de prendre contact en temps opportun avec les attributaires des autres corps d'état afin de prendre conjointement toutes dispositions pour assurer une parfaite coordination de leurs travaux respectifs.

0.6.3 Hygiène, sécurité et conditions de travail

Hygiène, sécurité et conditions de travail :

Les règles d'hygiène et sécurité des travailleurs seront conformes au code du travail, 4^{ème} partie : Santé et sécurité au travail (partie Législative créé par Ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007, partie Réglementaire créé par Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008) modifiées et complétées.

Coordination sécurité :

Les principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant seront celles ci-dessous (non limitatives) :

- De respecter et appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1 ;
- De participer et laisser participer les salariés au CISSCT., articles L. 4532-10 à L. 4532-15, L. 4532-18, R. 4532-77 à R. 4532-94 ;
- De respecter les obligations issues de la 4^{ème} partie du code du travail, notamment les grands décrets techniques (7 mars 2008, etc.) ;
- De viser le RJC. et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur, articles R. 4532-38 à R. 4532-41.

0.6.3.1 Sécurité des personnes contre les chutes

L'offre de l'attributaire du présent lot comprendra toutes les dispositions à prendre et ouvrages à réaliser pour assurer dans tous les cas la protection contre les chutes de son personnel ainsi que ceux amené à travailler ou à circuler sur la toiture, conformément à l'ordonnance no 2017-1389 du 22 septembre 2017 relative à la prévention et à la prise en compte des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels et au compte

professionnel de prévention.

o.6.4 Protections individuelles COVID-19

Les ouvriers devront porter un masque conforme à la réglementation en vigueur au moment de leurs interventions sur le site lorsque une distance de 2m ne peut être assurée. Des sanctions seront prises en cas d'infractions caractérisées. Ces prescriptions sont évolutives en fonction des mises à jour de la réglementation.

o.6.5 Protection et nettoyage des surfaces pendant la durée du chantier

Les attributaires des présents lots doivent veiller à la protection et au nettoyage de leurs ouvrages. La protection des ouvrages en cours de chantier relève de la responsabilité de chaque attributaire.

Ainsi pendant les travaux et jusqu'à la réception, le présent attributaire a la garde de son chantier ce qui signifie qu'il est responsable des ouvrages et en assume les risques jusqu'à la réception, qui marque le transfert de la garde au maître d'ouvrage. Est gardien du chantier la société qui en a l'usage, la direction et le contrôle (3^{ème} Civ. 23 octobre 1991, n°89-18511).

Pour les marchés privés, la norme AFNOR NF P03-001 octobre 2017 prévoit dans son article 13 (en page 39) que jusqu'à la réception des travaux, l'attributaire doit protéger ses ouvrages contre les risques de vol et de détournement, ainsi que contre les risques de détérioration. Il est également stipulé que pendant l'exécution de ses propres travaux, il doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux ouvrages des autres attributaires des lot avoisinants.

Ainsi les présents lots devront la protection parfaite de leurs ouvrages jusqu'à la date de la réception et celle-ci est comprise dans son offre :

- Protection des ouvrages finis
- Tous les ouvrages des présents Lots qui sont susceptibles d'être dégradés ou détériorés, devront être protégés jusqu'à la réception. Cette protection pourra être constituée, soit par des bandes adhésives, soit par un film plastique, soit par un vernis, soit par tout autre moyen efficace.
- Pour la réception, cette protection devra être complètement et soigneusement enlevée par les présents lots.
- Ces prestations ont pour objectif de protéger les ouvrages des autres corps d'état (il est entendu que ces prestations ne sont pas incluses au compte d'organisation du chantier).
- Il vérifiera également que tous les autres corps d'état qui risqueraient de détériorer ses ouvrages, utilisent bien les protections spéciales nécessaires au but recherché. Toutes les fournitures de matériaux devront être livrées en parfaite état et stockées à l'abri des intempéries et chocs.

o.6.6 Échafaudages et protections et Installations techniques nécessaires

Échafaudages et protections

Les attributaires des présents lots ont implicitement à leur charge l'amenée, le montage, la location, la maintenance, le démontage et le repli des échafaudages et agrès quels qu'ils soient, nécessaires à l'exécution de leurs travaux ;

Ainsi ces échafaudages devront disposer de tous accessoires de sécurité, plinthes et autres, en conformité avec la réglementation en vigueur ;

Également ces échafaudages devront avoir une protection par bâches en toile ou en polyéthylène, ou par filet selon le cas ;

Le choix du type de protection à mettre en œuvre sera fonction du type de traitement de façade prévu d'une part, et des impératifs découlant du site, de l'environnement et des obligations imposées par les Services publics le cas échéant, d'autre part ;

Dans le cas où les échafaudages devront être implantés en tout ou en partie sur des espaces verts et espaces floraux, toutes dispositions seront à prendre pour sauvegarder ces espaces dans leur état avant travaux ;

Les échafaudages qui doivent être disposés au droit ou sur le domaine public devront impérativement être réalisés conformément à la demande et suivant les instructions des Services publics concernés, y compris toutes protections et signalisations de jour et de nuit le cas échéant ;

Dans le cas d'utilisation de camion-nacelle, sur le domaine public, toutes autorisations et instructions seront à demander par l'entrepreneur aux Services publics concernés.

o.6.7 Tenue des ouvrages

Dans le présent document, il est fait le rappel de l'intervention d'un maître d'œuvre et d'un organisme de contrôle qui ont la charge de surveiller la bonne exécution des travaux, leurs interventions ne dégagent en rien la responsabilité des titulaires des présents lots qui seront tenus de garantir la bonne tenue de leurs ouvrages, et cela en fonction de l'état des ouvrages existants sur lequel les ouvrages des présents lots auront été exécutés. Tous ses ouvrages devront être conformes aux DTU et à la législation en vigueur au moment des travaux.

o.6.8 Échantillons

Les attributaires des présents lots sont tenus de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons des divers d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le Maître d'œuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

o.6.9 État de livraison des ouvrages des lots

Aspect final des ouvrages des différents lots :

- L'observation visuelle devra permettre d'identifier toute anomalie de quelques natures que ce soit
- Tous les ouvrages accusant des défauts tels que tolérances supérieures aux tolérances admises, seront refusés, déposés et refaits par l'entrepreneur attributaire du lot concerné et à ses frais et avec des pénalités dans le cas de retard dans la livraison du présent lot.

o.6.10 Réception

Dans le cadre des dispositions particulières de réception des travaux des présents lots, c'est au titulaire des présents lots qu'il appartient de faire la preuve de la bonne exécution et de l'achèvement complet de tous leurs travaux.

Le Maître d'œuvre pourra demander, aux frais de l'attributaire du présent lot, toute étude et essais qu'il jugera utile à la vérification de cette preuve.

o.7 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

o.7.1 Type de marchés

o.7.1.1 Lot traité global et forfaitaire

Il est précisé à l'attributaire que dans le présent document il est fait le choix de traiter tous les ouvrages à prix global et forfaitaire. Le prix forfaitaire rémunère le présent titulaire pour un ensemble de prestations, un ouvrage ou une partie d'ouvrages définis dans le marché et cela indépendamment des quantités mises en œuvre pour réaliser une prestation décrite dans le CCTP. Chaque ouvrage sera chiffré dans la DPGF et réalisé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et suivant les indications du présent document.

L'attributaire devra prendre connaissance des prestations des autres corps d'état dont les travaux seront exécutés en liaison avec les siens, et adapter ses propres travaux pour assurer une parfaite finition de l'ensemble de l'ouvrage.

Dans le cas où l'attributaire estimerait qu'il y a dans ce dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, l'attributaire devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Toute modification s'accompagnera d'une note explicative détaillée et jointe à son offre. De ce fait, si l'ouvrage concerné figure sur les plans, l'attributaire ne pourra arguer d'un oubli de description et de localisation par l'auteur du présent document pour prétendre à un supplément concernant un ensemble d'ouvrages traités globalement au prix forfaitaire et faisant l'objet du présent marché.

o.7.1.2 Obligation de résultat

Dans le cadre contractuel de leur marché, les attributaires des présents lots devront exécuter l'ensemble de leurs ouvrages en parfait état de finition suivant les plans de l'appel d'offres et conforme à leur offre de prix. Ils assureront également une parfaite coordination avec l'ensemble des autres titulaires des autres lots dont les

ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits ci-dessous. Ils sont soumis à une obligation de résultat, c'est-à-dire.

L'obligation de résultat est définie par le présent document :

- Il est à noter que tous les plans joints au présent dossier marché représentent graphiquement certains principes en complément au présent document. Ces plans ont pour objet de situer les prestations des présents lots dans le présent projet. Ces plans sont dits des plans guides et ne font pas office de plans d'exécution. Les définitions techniques détaillées qu'ils contiennent et qui vont au-delà des principes exposés et elles ne sont qu'indicatives et non limitatives ;
- Les présents lots devront livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages en complet et parfait état de finition en conformité avec la réglementation et les prescriptions du présent document, et ils devront toutes les fournitures et prestations nécessaires, quelles qu'elles soient, pour obtenir ce résultat ;

Les attributaires des présents lots ont une obligation de résultat. Art 1231-1 du Code civil :

- Ce résultat vise le respect des termes du contrat, et la qualité des travaux ;
- S'agissant du respect des termes du contrat, les présents attributaires doivent mener leurs travaux à leur terme. La théorie des risques s'applique au contrat d'entreprise. Ainsi, lorsque les attributaires fournissent les matériaux et que l'ouvrage vient à périr de quelque manière que ce soit, la perte est à leur charge. Cela signifie qu'ils ne peuvent pas se faire payer : C'est le principe de res perit debitori (*est La chose dite perdue*).
- La jurisprudence considère que cette obligation est personnelle à l'attributaire du présent lot concerné et elle en déduit donc que lorsque l'immeuble disparaît il n'y a pas de solidarité entre les constructeurs. L'attributaire du présent marché a donc intérêt à être assuré contre ce risque. De même, lorsque les matériaux sont fournis par le maître d'ouvrage et que la chose vient à périr, la jurisprudence pose une présomption inversée. ; L'attributaire du présent lot concerné ne pourra se faire payer que s'il démontre son absence de faute ;
- Ainsi l'attributaire du présent marché doit s'assurer de la conformité des travaux avec le contrat d'entreprise. De ce fait, il doit respecter le délai prévu. Si le retard peut être imputé au présent lot, il pourra notamment être condamné à payer des dommages et intérêts ;
- De plus, le présent l'attributaire a une obligation de résultat qui va porter sur la qualité des travaux. Cette obligation de résultat de l'attributaire va impliquer de sa part une double responsabilité :
- D'une part, l'attributaire est tenu de la qualité des matériaux qu'il utilise. Il ne peut jamais s'exonérer de sa responsabilité vis-à-vis de la qualité des travaux quand bien même il utilise les matériaux fournis par le maître de l'ouvrage.
- D'autre part, l'attributaire du présent lot est tenu de respecter les règles de l'art.

L'attributaire a également une obligation de conseil en vue du résultat

- Cette obligation vient du fait qu'il y a une nécessité de transfert de conseil. L'obligation de conseil met au service du moins compétent un conseil du plus compétent. Ce conseil est lié à la compétence du professionnel et au résultat (il faut que le professionnel fasse tout pour que le résultat qu'on attend de lui soit atteint). Ce fondement a des conséquences : Puisque l'obligation de conseil est liée au résultat qu'on veut atteindre, il est évident que ce résultat soit connu. Il y a une obligation pour l'attributaire du présent lot de se renseigner pour la finalité exacte des travaux qu'on lui demande. Ensuite, il existe une obligation de conseil, liée à la compétence du professionnel ;
- Lorsque le maître d'ouvrage a des exigences particulières, notamment que la construction soit la moins onéreuse possible et que cela emporte un risque, l'attributaire du présent marché devra le prévenir ;
- De même, si le maître d'ouvrage se réserve à certains travaux, l'attributaire du présent lot devra le conseiller sur les risques.

o.7.1.3 Obligation de moyens

L'obligation de moyen est une obligation juridique régie par l'article 1137 du Code civil, en vertu de laquelle "dans le présent CCTP " L'attributaire d'un ou plusieurs lots s'engage à fournir tous les efforts nécessaires pour essayer d'atteindre l'objectif qui lui a été fixé.

o.7.1.4 Contenu des prix

Résidence "La Cité d'Arès"

Traitement de façades et toitures

Il est précisé aux soumissionnaires que dans les présents **CCTP**, que ceux-ci ont pour objet l'ensemble des prestations des présents lots, et ils devront tous les travaux nécessaires au parfait et complet achèvement des ouvrages conformément aux règles de l'art. Les prix du marché comprendront implicitement :

- Tous les moyens nécessaires à l'exécution de leurs travaux ;
- L'amenée la fourniture, le stockage des matériaux ;
- Tous les réglages et mise au point éventuels ;
- Tous les essais et contrôles en cours et en fin de chantier ; Droits de voiries, de décharges et divers ;
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages, en fin de travaux et après réception ;
- La protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- La notice d'entretien et de maintenance des matériels ;
- Et tous les autres frais et prestations même non énumérées ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux, ainsi que les travaux suivants :
 - Le nettoyage et l'enlèvement de toutes projections sur les parois verticales, plafonds et sols, etc. ainsi que de tous déchets et gravois résultant des travaux et leur enlèvement aux décharges publiques ;
 - Les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
 - Le ramassage et la sortie des déchets et des emballages ;
 - Le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur.

0.7.1.5 Définition des unités et mode de métré

m² = surface en projection horizontale sans coefficient pour pentes, rampes.

ml = mètres linéaires.

Les quantités mentionnées dans le présent document tiennent compte des nécessités pour l'exécution du présent lot. Celles-ci sont dans les documents listés ci-dessous en fonction du choix du Maître d'œuvre.: DPGF : Décomposition du prix global et forfaitaire ;

Il est entendu que les quantités indiquées dans les documents précités soient réputées avoir été contrôlées avant la remise de son offre par le titulaire du présent lot.

0.7.2 Responsabilité des matériaux mise œuvre

L'attributaire de chaque lot, restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombera de choisir les matériaux et les produits les mieux adaptés en fonction de leur destination notamment :

- Conformité à la réglementation - nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation ;
- Conditions particulières rencontrées pour le chantier ;
- Compatibilité des matériaux entre eux.

0.7.3 Présentation des offres

L'entrepreneur devra obligatoirement joindre à son offre avec l'acte d'engagement :

- Un devis quantitatif estimatif (DQE), avec bordereau des prix unitaires (DPGF), suivant « le cadre de bordereau » en annexe au présent CCTP.

Ce document devra préciser les marques, types et références des principaux matériels proposés dans le cas où ils ne sont pas précisés au présent CCTP.

0.8 DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS NON LIMITATIFS

Il est fait le rappel à l'attributaire des dispositions particulières à chacun des lots qui seront précisées dans leurs spécifications techniques respectives, sauf dispositions particulières indiquées dans le présent document, les calculs, la conception, ainsi que la fabrication en usine puis l'exécution sur le chantier, la mise en œuvre et le réglage des ouvrages, la nature et la qualité des matériaux, la protection de l'ouvrage. Toutes les dispositions

Résidence "La Cité d'Arès"

Traitement de façades et toitures

précédemment énumérées seront dans leur ensemble conforme aux normes et règlement ainsi qu'aux prescriptions techniques et recommandations professionnelles en vigueur au moment des travaux.

Nota :

En cas de réédition, de modification ou de mise à jour, le document de référence est celui qui est en vigueur à la date de consultation des entrepreneurs.

0.8.1 Règlement, codes, lois, cahiers et avis applicable aux marchés privés

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants le premier jour du mois de la signature du marché et notamment.

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment tous les documents suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

- Le Code civil ;
- Le code de l'Urbanisme ;
- Le Code des communes ;
- Le Code de la santé publique ;
- Le code du travail ;
- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'environnement (partie législative) ;
- Les Règles de l'Art ;
- Les Règles Professionnelles ;
- Les règlements de sécurité ;
- Le règlement sanitaire duquel relève la ville de d'ARES
- Les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- Les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- Les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction ;
- Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU, les règles des DTU ;
- La notice de sécurité ;
- Les prescriptions de la santé publique ;
- Les attendus du permis de construire

0.8.2 Normes françaises et européennes auxquelles se réfère le cahier des charges

L'attributaire du marché devra alors apporter au Maître d'Ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

L'acceptation par le maître d'ouvrage d'une telle équivalence suppose que tous les documents justificatifs de cette équivalence lui soit présenté au moins un mois avant tout acte constituant un début d'approvisionnement. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de trente jours calendaires pour accepter ou refuser l'équivalence du produit ou procédé proposé.

Tout produit ou procédé livré sur le chantier, pour lequel l'équivalence n'aurait pas été acceptée par le maître d'ouvrage, est réputé en contradiction avec les clauses du marché et devra être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt de chantier.

Document de référence élaboré par assureurs, experts, Guide.

D'une façon générale, l'attributaire devra satisfaire aux documents particuliers joints et l'ensemble des documents généraux cités dans la Norme NF PO3-001 d'octobre 2017 des marchés privés et suivant cas applicable aux marchés publics.

Classification des normes

- NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne) ;

- NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale) ;
- NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale) ;
- NF : norme française) ;
- CEI : norme européenne (Commission Électrotechnique Internationale) ;
- Remarque : l'intégralité des textes des normes citées ci-dessous est disponible auprès de l'AFNOR (www.afnor.org). et en particulier.

0.8.3 Lois et textes ministériels

Loi n° 2020-546 du 11 mai 2020

prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions

Décret n° 2020-509 du 2 mai 2020

fixant les modalités d'application des dispositions du I de l'article 9 de l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 modifiée portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19

0.8.4 Conception - Études d'exécution

Études d'exécution :

Le présent lot fournira pour ses ouvrages :

Les plans d'exécution et ainsi que toutes réservations nécessaires à son propre lot et à ceux des autres lots en relation directe avec le présent lot.

L'attributaire sera tenu de préparer d'après les pièces du projet, les plans d'ensemble et de détails nécessaires pour l'exécution de ses ouvrages y compris ceux qui sont en relation avec les autres lots du présent projet. Ces plans seront cotés avec le plus grand soin et préciseront tous les détails.

Avant la mise en œuvre sur site des ouvrages du présent lot, tous ses plans, ainsi que son choix sur la qualité des matériaux utilisés pour la mise en œuvre ses ouvrages seront communiqués pour avis au Bureau de Contrôle et à l'équipe de maîtrise d'œuvre.

L'attributaire du présent devra, fournir, au maître d'œuvre tous ses plans ainsi que son choix sur la qualité et la provenance des matériaux utilisés pour la mise en œuvre pour ce présent projet. Ces documents seront communiqués pour avis au Bureau de Contrôle.

L'attributaire devra tenir compte des observations et modifications qui seront demandées par le bureau de contrôle et la maîtrise d'œuvre (MOE).

0.8.5 Réglementation concernant les déchets et les bruits de chantier

Déchets de chantier

La gestion des déchets de chantier devra respecter la réglementation en vigueur à ce sujet.

Principes généraux de prévention et de gestion des déchets

- Articles L541-11 et L541-15-3, R541-13 à R541-27 du Code de l'environnement ;
- Circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics ;
- Circulaire du 6 juin 2006 relative aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- Arrêté du 18 août 2014 approuvant le plan national de prévention des déchets 2014-2020 en application de l'article L541-11 du Code de l'environnement ;
- Recommandation T2-2000 aux maîtres d'ouvrage publics relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment.

Déchets de démolition

- Articles R111-43 à R111-49 du Code de la construction et de l'habitation ;
- Arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments .

Bruits de chantier

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entreprises, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- L'article R.1334-36 du Code de la santé publique concernant les chantiers de travaux publics ou

privés, ou les travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation ;

- L' article R. 1337-6 du Code de la santé publique, concernant « les bruits de voisinage résultant des chantiers de travaux publics ou privés » qui sanctionne les infractions suivantes :
- Le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes concernant soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements ;
- Le fait de ne pas prendre les précautions suffisantes pour limiter le bruit ;
- Les comportements anormalement bruyants ;
- Les arrêtés préfectoraux et municipaux éventuels dont l'entrepreneur du présent Lot est réputé avoir pris connaissance avant le début des travaux ;
- Le décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage ;
- L' arrêté du 5 décembre 2006 relatif aux modalités de mesurage des bruits de voisinage ;
- Les entreprises devront respecter ces textes pour les travaux pouvant être concernés ;
- Articles R1336-1 à R1336-11 du Code de la santé publique.

Réglementation concernant les matériels de chantier

Les engins de chantiers sont soumis à deux régimes réglementaires limitant leurs niveaux sonores que l'entreprise du présent Lot sera tenue de respecter :

- Articles R571-1 à R571-97, R572-1 à R572-3 du Code de l'environnement ;
- Directive européenne 2000/14/CE concernant « les exigences relatives aux niveaux admissibles d'émissions sonores » ;
- Arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;
- Arrêté du 21 janvier 2004 relatif au régime des émissions sonores des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments .

o.8.6 Contrôles des ouvrages

L'attributaire doit effectuer les vérifications de la bonne exécution de ses ouvrages avec le support et cotations sur les plans du maître d'œuvre (tout type), et tels que prévus dans le document technique réputé connu par le présent lot.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire par le Maître d'œuvre un contrôle pour vérifier la bonne adhésion des matériaux avec son support ainsi que de leur horizontalité.

o.8.7 Responsabilité vis à vis des tiers

Le titulaire du présent lot sera ainsi responsable jusqu'à l'achèvement de ses travaux :

- Du maintien en bon état des installations de toutes natures effectuées ;
- Il devra en conséquence, prévoir toutes les mesures qui s'imposent afin ne pas occasionner de dommages, ni de motiver de réclamations de quelque nature que ce soit de la part des tiers ;
- Dans les cas d'un préjudice quelconque à leur endroit, la réparation intégrale serait à la charge de l'attributaire.

En aucun cas, la responsabilité du Maître d'Ouvrage ne pourra être recherchée.

o.8.8 Réglementations concernant les matériaux et produits

Marques de qualité

Pour tous les matériaux et les fournitures entrant dans les prestations du marché, faisant l'objet d'une " Marque NF ", d'un " Label " ou d'une " Certification ", l'attributaire du présent marché ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.

Les procès-verbaux de tous les matériaux utilisés devront être communiqués à la Maîtrise d'œuvre et au bureau de contrôle avant mise en œuvre.

Après mise en œuvre, l'entreprise devra transmettre une attestation de mise en œuvre indiquant : Les références du matériau, la localisation exacte d'emploi, l'entreprise ayant effectuée la mise en œuvre, le laboratoire d'essai, le numéro de procès-verbal correspondant, la date limite de validité du procès-verbal et le classement obtenu.

0.8.9 Réglementation incendie

Il est précisé à l'attributaire de chaque lot que selon le type de bâtiment (bâtiments d'habitation, ERP, IGH, immeubles de bureaux, installations classées). Le présent est réputé en avoir une parfaite connaissance de ladite la réglementation incendie et doit s'y conformer en fonction des matériaux utilisés par son lot et de l'ensemble des dispositions constructives qui y sont associées.

Tous les produits et les matériaux entreront dans une catégorie de classification vis-à-vis de la réaction au feu. et notamment :

- Le comportement au feu des ouvrages en place et de ceux qui y sont rajoutés.

0.9 CONSISTANCE DES TRAVAUX

Tous les travaux et fournitures nécessaires au parfait et complet achèvement des ouvrages faisant l'objet du présent lot, même les travaux non spécialement décrits, doivent être :

- prévus par l'entrepreneur,
- exécutés conformément aux Règles de l'Art
- chiffrés dans la proposition forfaitaire.

Ils sont implicitement compris dans les prix unitaires de l'offre pour respecter le caractère forfaitaire de la proposition.

Sont compris également tous les ouvrages devant concourir à la réalisation des installations, de même que toutes les démarches à effectuer auprès des Administrations ou Collectivités pour les raccordements, réception par les Pouvoirs Publics, autorisations de mise en exploitation, contrôle de conformité.

0.10 INSTALLATION DE CHANTIER

Les démarches pour l'obtention des autorisations d'occupation temporaire de surfaces éventuellement nécessaires à l'organisation du chantier, et les frais afférents, sont à la charge de l'entreprise qui en a la nécessité. Les branchements provisoires d'eau, d'électricité (compris cheminements dans le domaine public et démarches + frais associés) et d'EU du chantier, sont à la charge du lot ravalement de façade, compris l'ensemble des demandes administratives en vue de leur obtention ainsi que le certificat d'implantation.

La clôture de chantier, le panneau de chantier, les WC de chantier, la salle de réunions, vestiaires, réfectoire, les branchements, trait de niveau etc. sont à la charge du lot ravalement de façade.

Suivant le déroulement du chantier, l'entrepreneur du lot ravalement de façade devra intégrer dans son offre des manutentions supplémentaires avec dépose et repose des cantonnements, ainsi que des installations électriques, eau ;